

# DAUPHINE

N° 1 Nov - Déc 76 Supplément à Basta n° 5 2 Francs

## IL ETAIT UNE FOIS... UNE GREVE

Quatre mois de grève en 76. L'université de nouveau point de mire de la société française. Allait-on vers un nouveau Mai 68 ? Et puis non. L'asphyxie, la mort lente. Et maintenant la grève ? Plus un mot nulle part. Les promesses de "bilans", de "reprise de la lutte sous d'autres formes" enterrées. La répression sur les queues de grève (Dauphine, Nanterre, Toulouse...) se fait dans l'indifférence générale. La vedette est au plan Barre, à l'austérité. La nécessité de réaliser le front le plus large pour défendre "notre" université menacée s'ajoute aux traditionnels délices de la rentrée pour proclamer le couvre-feu, l'amnistie et la réconciliation.

Au risque de paraître incongru et gênants, nous allons toutefois utiliser Basta-Dauphine pour revenir sur ces événements. Puis-je ce petit bilan secouer un peu l'apathie générale et fournir, mieux vaut tard que ja mais, un autre son de cloche que le ronronnement des discours dominants et sous-dominants qui nous furent assenés l'an dernier.

D'abord donc, une réforme du second cycle. Qu'instaure-t-elle? Une division:  
- un cycle court chargé d'une formation liée à des débouchés professionnels conjoncturels.  
- un cycle long chargé de la formation hautement sélective d'une élite scientifique.

Avec quelques corollaires:  
- main mise patronale sur ces formations  
- sélection accrue à tous les niveaux  
- étranglement des filières improductives  
- compressions budgétaires  
- compressions de personnel (résorption de l'auxiliaire et suppression du corps des assistants)  
- mise en concurrence des universités sous la tutelle plus grande toutefois du SEU et des recteurs.

Face à cela qu'observe-t-on ? Une levée de boucliers qui, curieusement, va des présidents d'universités aux étudiants quant à la hiérarchie, du centre à l'extrême gauche, en passant par les tenants du programme commun quant à l'éventail politique. Même le GUD, dans un tract du 2-II-76, revendique son opposition à cette réforme.

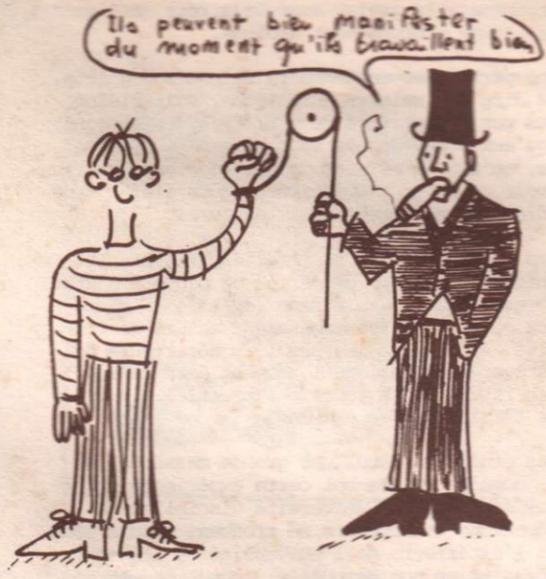
Que penser d'une sainte alliance ( jusqu'en mai), sinon qu'elle est à priori suspecte ?  
Que penser de la coexistence d'une quasi trinité contre la réforme, d'une majorité instable pour la grève, et d'une minorité pour la prendre en main et lui donner à tout prix son sens "révolutionnaire" ?  
Que penser de l'homogénéité des analyses, des sens qui furent donnés à cette grève ?  
Que penser de la puissance numérique de cette grève étudiante et de son double échec à abroger la réforme et à donner vie à cette grève ?  
Que penser de la reprise des cours dans un ordre pas si dispersé que cela, et de la façon dont fut réglé le problème des examens ?  
Voilà les questions sur lesquelles nous allons donner quelques bribes de réponses.

La première chose à relever, c'est la répétition des situations et des discours. Depuis la réforme Fouchet, avant 68, le pouvoir poursuit, complète corrige la même politique universitaire celle d'une refonte structurelle en deux filières courtes et longues, à la fois adaptation au nouvel équilibre des forces productives et des rapports de production capitaliste et restriction d'un accès à l'université massif qui était démographiquement, économiquement et sociologiquement nécessaire dans les années 50. Depuis la même époque les états major politiques et syndicaux universitaires donnent à chacune de ces réformes la même réponse: "NON A L'ARBITRAIRE, LA PRIVATISATION ET LA SELECTION ." ( brochure CFTD ). Ce qui frappe, c'est d'abord l'aspect défensif de toute mobilisation enseignants et étudiants.

## Propositions pour un mouvement étudiant

Le mouvement étudiant de l'an dernier s'est heurté à des contradictions et à des pratiques qui ont fait qu'il n'a pas répondu aux espoirs qu'il aurait pu susciter chez beaucoup d'étudiants qui sont critiques à l'égard de l'éducation, pilier idéologique d'un système qu'ils réprouvent et particulièrement de l'université qui est son stade suprême. Aussi il aurait été bon de voir le contenu que nous pourrions donner à nos luttes futures et de voir en quoi le mouvement de l'an dernier portait dans ses structures ses propres contradictions.

Condamnant le système éducatif dans son ensemble et particulier l'université; comment développer nos thèmes contre cette institution?  
- Il ne suffit pas comme le font les organisations représentant les diverses chapelles léninistes d'avoir un discours maximaliste peu différent du discours du PC et de faire venir dans les facs des travailleurs pour faire croire à une sacro sainte alliance entr étudiants et travailleurs. Au contraire nous pensons qu'une bonne partie des étudiants s'identifient à une position de cadre, donc, se préparent à une position de contremaître de l'exploitation capitaliste et à ce titre ne peuvent avoir les mêmes intérêts que les classes exploitées.  
- Nous ne devons pas dans l'avenir subordonner en permanence nos luttes aux initiatives des gouvernements, en matière de réformes, ces luttes au coup par coup, ne font que nous placer dans une perspective défensive, et favorisent en définitive la négociation, l'électoratisme donc le réformisme et la conservation de l'université. Pour nous le capitalisme qu'il soit d'état ou financier est un ennemi



en perpétuelle restructuration sous les contraintes sociales, nous ne l'abattrons que par une lutte continue, visant l'alliégation quotidienne telle qu'elle est véhiculée par les institutions; l'école est un terrain propice à cette lutte, car, c'est l'un des piliers du système capitaliste.  
- C'est pourquoi, à notre sens, il est nécessaire de globaliser les luttes et de ne pas se placer sur le terrain uniquement universitaire:

le système de sélection sous des apparences d'aggravation, s'affine pour tenter d'adapter les soit disantes formations aux types de fonctions (contrôle ou exécution) que le développement technique exige. Les études primaires et secondaires sont à présent une série de barrages destinés à filtrer les éléments nécessaires et à rejeter vers des voies de garages des éléments qui pourront être rentables pour le capital (main d'oeuvre avec un niveau de formation destiné à la division du travail, peu chère et docile). Cela se fait au travers des classes de transition, des CET, des stages que font des collégiens dès l'âge de 14 ans dans l'industrie. Les enfants du prolétariat ont bien entendu d'énormes difficultés à franchir ces barrages.  
L'étudiant est donc déjà un privilégié engendré par le système de sélection.  
Bien qu'un grand nombre d'étudiants se satisfont de cette position, et aspirent à une place de

Encore un nouveau journal! Et pourtant, nous espérons qu'il sera à l'origine de nouvelles luttes sur les facs!  
Depuis un certain nombre d'années, les facs s'animaient vers le printemps, puis plus rien, l'éternel ennui des cours, des profs, des étudiants qui y subissent l'intégration et la normalisation imposée par le système.  
Et pourtant, ils sont nombreux ceux qui ne peuvent plus supporter cet ennui qui suinte des murs, mais leur révolte est vite récupérée par les réformistes ou les néo-réformistes d'extrême-gauche.  
Ce qu'il faut, face aux politiciens et à la récupération, c'est se coordonner sans sectarismes ni volonté d'hégémonie pour que nous sachions ce qui se passe et que les copains isolés arrivent à nous toucher. "BASTA-DAUPHINE" peut être ce lieu de rencontre entre tous ceux qui veulent la peau de l'université. Mais nous espérons aussi qu'il y aura beaucoup d'autres initiatives de ce genre dans des facs et dans des bahus.

## LE MOUVEMENT ETUDIANT EN QUESTION

1. - Un mouvement étudiant n'a pas et ne peut pas avoir de perspectives comme tel. Les étudiants ne sont pas une force sociale; ils ne pèsent que négativement, par "encombrement", sur le fonctionnement actuel du système, et sont donc constamment utilisables par d'autres dans les jeux politiques; ils sont en outre divisés, parce qu'une partie d'entre eux (de plus en plus faible, et aux chances de plus en plus réduites) continuent néanmoins et nécessairement à miser sur les diplômes, à viser la promotion sociale et les privilèges des cadres supérieurs.

2. - Avec les enseignants, les étudiants dans leur ensemble n'ont pas fondamentalement d'intérêts communs: ils vivent dans la même institution, mais ils y occupent des places différentes et opposées, bien que complémentaires. Les universitaires, surtout lorsqu'ils sont titulaires, sont d'accord pour l'essentiel avec le fonctionnement actuel de l'enseignement supérieur (tout en maugréant contre lui), avec ses principes et ses mécanismes de sélection, tout comme avec le système social existant; et seuls, les étudiants (en nombre certes non négligeable) qui manifestent le même acquiescement ont de bonnes chances d'être sélectionnés et ont avec eux des intérêts communs, de cadre ou de futur cadre, éventuellement menacés.

Ainsi, parmi les enseignants, la plupart sont hostiles aux luttes étudiantes, ou tout au moins réticents; certains, sentant que le vent souffle à gauche, les appuient au début, du bout des lèvres et faut voir comme: asservis aux directions syndicales qui désavouent et combattent tout ce qu'elle ne contrôlent pas, rabattant un mouvement plein d'ambiguïtés sur la préservation de leur tranquillité d'afarde, de leur crédit, de leurs habitudes

Suite p 7

? SOMMAIRE  
et si vous alliez voir vous mêmes ça serait plus

## Il était une fois... suite.

métrocre d'une mesure déjà prise, d'un terrain qu'elle n'a pas choisis, d'une position au sens propre conservatrice. On fait mieux comme conditions pré-révolutionnaires!

Ce qui frappe ensuite, je devrais dire ce qui lasse, c'est la permanence du discours politique de ces états majors sociaux-démocrates ou léninistes, lequel n'a pas changé d'un iota depuis 65-66: analyses éculées, poussiéreuses, à base d'héritiers et de démocratisation ratée qui se réfère toujours aux compères Bourdieu, Passeron, Althusser, Baudriot, Estabiet. Non pas que cette analyse de la reproduction soit fautive mais partielle et de plus, édulcorée et schématisée, inerte et cadavérique. Telle est une théorie qui ne se dialectise pas, qui se considère comme achevée, sans possibilités de prolongements ou de contradictions. Une théorie réifiée, devenue marchandise... qu'on vend bien, qui meurt de sclérose parce qu'elle ne puise plus dans la pratique de l'université que nous vivons, qui développe ses schémas ronronnement totalitaire face à des étudiants en AG dont aucune potentialité de révolte de ral-le-bol, d'ennui (c'est une forme de résistance l'ennui), n'est écoutée et reprise. C'est tellement plus facile de se servir des masses dans un affrontement imaginaire au pouvoir, dans les plus grandes ambiguïtés et le plus profond mépris de leurs aspirations et de leurs contradictions.

Le propre d'ailleurs de cette analyse est de tenter toujours l'impossible synthèse entre deux conceptions de l'université.

D'une part, l'université napoléonienne qui est une sorte de temple culturel. Centre de diffusion d'une idéologie humaniste aux multiples facettes: les idées forces en sont Science, Morale, Vérité, Ordre, Beau... Lieu en fait de transmission d'un savoir élitiste, de reproduction de l'idéologie dominante: une classe se transmet à elle-même, pour l'imposer à d'autres, un héritage. Une classe qui bien souvent était une caste puisque les professeurs ne formaient guère autre chose que des professeurs.

D'autre part, après le boom industriel des années 50, l'université doit devenir - on l'y aide par des réformes - un véritable atelier professionnel. Lieu de formation d'une main d'oeuvre qualifiée, elle devient ainsi productrice d'une marchandise particulière: la force de travail.

Or la valeur d'échange de cette marchandise pose problème aux universitaires. Doit-on la référer à la valeur-savoir, à cet humanisme qui fut de tous temps chers aux universitaires? Ou bien à sa future valeur d'usage, c'est à dire son travail, son efficacité économique dans la création du profit, que d'ailleurs mesure plus ou moins bien le salaire?

A part quelques vieux sinces attachés à leur ghetto, et quelques jeunes loups inféodés aux normes du système productif, l'universitaire, qu'il soit de droite ou de gauche, n'en finit pas d'articuler ces deux fonctions, rebondant en cela le meilleur service au Ministère dans ses réformes de structures, et se montrant pour cela bien plus efficace qu'une tutelle directe du patronat. Il n'a qu'une tâche, c'est de faire croire à la franchise et à l'autonomie universitaires, comme si quelque part dans la France de 1976 il pouvait y avoir un lieu à l'écart du pouvoir comme si la culture humaniste gardait une quelconque réalité face au règne du profit, comme si une Morale une Science et une Esthétique, ça pouvait exister en soi, indépendamment de la rationalité dominante, comme si une valeur-savoir était à défendre en soi ET parce qu'elle fondait la valeur de la force de travail dans le système, comme si la forme dominante qu'est la marchandise ne s'imposait pas partout, y compris à l'université.

Cela se traduit concrètement par exemple, par la défense à tout prix de la valeur du diplôme que les universitaires réfèrent uniquement à la qualité des études, au savoir technique qu'ils sont censés sanctionner; à la sélection qu'ils opèrent. Alors que d'une part, la valeur d'échange ou valeur intrinsèque du diplôme se résume pas à sa valeur-savoir: le diplôme sanctionne non pas tellement l'acquisition d'un savoir mais l'abandon et le découragement de certains, l'assujettissement et la docilité des autres. Alors que d'autre part la valeur d'usage (valeur extrinsèque du diplôme) ne se confond pas avec sa valeur d'échange: l'accès aux fonctions économiques d'encadrement s'il est plus facile avec un diplôme, ne dépend presque en rien de son contenu mais de la conjonction de l'emploi, du piston familial, de l'existence de castes d'anciens élèves qui s'auto-recrutent, de l'adéquation psychologique à un rôle, de l'aptitude à manipuler les codes du pouvoir, de l'acquiescement à la hiérarchie, etc...

L'idéalisme humaniste des uns, l'économisme borné des autres a longtemps empêché de voir que l'université remplissait de fait une fonction qui les intégre toutes, et qu'on pourrait nommer le contrôle social. Le pouvoir n'assigne plus à des institutions précises des tâches précises. L'université aux universitaires, comme l'armée aux militaires ça existe de moins en moins.

"Le pouvoir n'a plus d'identités, il n'a plus que des modalités. Médecine et prison, psychiatrie et justice, armée et formation, université et médias... ne cessent de s'interpénétrer, de perdre leur contenu et leurs finalités propres: elles s'indéfinissent pour devenir les facettes tournantes d'un gigantesque recours homogène d'appareils d'ordre. La question est cette nouvelle forme sociale du pouvoir, indifférente au politique: tous ces équipements se relayent uniformément dans la reproduction des codes de la normalité" (Baudrillard)

Cela signifie qu'il est insuffisant d'interpeller le pouvoir au niveau central de l'état, alors qu'il est d'abord et plus près dans toutes les institutions dont la notre, que ce pouvoir se lit dans les comportements quotidiens des mandataires, des fonctionnaires, des enseignants, des chercheurs, des étudiants, des parents, des collègues, des amis, des voisins, des collègues de travail, des collègues de classe, des collègues de bureau, des collègues de quartier, des collègues de ville, des collègues de pays, des collègues de région, des collègues de nation, des collègues de monde.

de la normalité": travail famille patrie et virilité sont les plus anciens, rajoutons y science et hiérarchie.

L'état n'est que le patron de ces gestionnaires que sont les universitaires. Certes, en tant que tels ils assurent la coordination et la logistique militaro policière de ce pouvoir diffus. Mais il n'est qu'une sorte de super flic qui peut fort bien compter sur ces pions pour régler un conflit, ce qu'il fit avec succès en mai juin 76.

Cela signifie aussi que si les universitaires s'emballent sur les contenus (savoir réac, savoir marxiste, savoir critique) ils sont dans la quasi unanimité toujours prêts à défendre la forme.

Cela signifie aussi que si les universitaires s'emballent sur les contenus (savoir réac, savoir marxiste, savoir critique) ils sont dans la quasi unanimité toujours prêts à défendre la forme. La forme c'est peut être justement le plus important dans la culture (codes, langages, références) et dans la qualification de la force de travail. La forme des rapports sociaux vécus à la fac c'est ce qui réalise sans doute le mieux cette articulation dont nous parlions plus haut. A moins de croire à l'opposition science bourgeoise, science prolétaire, c'est sans doute là qu'il faut chercher toute la validité des rapports pouvoir-savoir.

Si quelqu'un me demandait: "qu'est ce qu'on apprend à la fac?" je lui répondrais: Tu apprends la norme du discours scientifique, tu apprends l'ordre, tu apprends la discipline horaire et celle de l'enfermement, tu apprends la docilité par rapport à un tempset un espace marqués par le pouvoir, tu apprends l'aliénation de ton corps et de ton esprit, tu apprends à te mouler dans un profil de "celui qui sera capable de" tu apprends l'obéissance et la déférence par rapport à tes supérieurs, le respect des classifications et des classements, bref de la hiérarchie, tu apprends à te prêter à des simulacres, à un ou plusieurs rôles.

Voilà d'ailleurs ce qui se fait de la crèche à la thèse d'état. En 4 ans, regarde les changer, se modeler à un rôle, à un habit, à un discours et tu sauras ce que l'on fait à l'université.

L'UNIVERSITE N'EST QU'UNE INSTITUTION DISCIPLINAIRE, dans la mesure où elle n'est autre chose qu'en étant d'abord cela

Regarde par exemple la science. Les maths sont scientifiques. La micro c'est scientifique. L'économétrie est une science. Le matérialisme historique est la science des sociétés. La science serait elle la forme intrinsèquement idéale de tout savoir? Non, elle n'est que norme, ensemble de règles et de codes auxquels tu dois plier ton raisonnement et ta sensibilité aussi bien pour la gloire de la Culture que pour ton efficacité future.

Est ce un hasard enfin si l'université, qui se transforme elle-même en un lieu carcéral et disciplinaire, reproduit à l'extérieur ces structures d'encadrement en ne formant guère autre chose que des psychologues, des psychiatres, des sociologues, des juristes, des médecins et des gestionnaires, bref des gens chargés de remplacer Eglise et Police dans la confection et l'application des codes, mais qui seront toujours des flics ou des curés

Revenons à la grève. Pour éclaircir maintenant sa nature profondément ambiguë.

Une partie des enseignants défend son ghetto, c'est à dire ses valeurs humanistes, soit-disant menacées par l'ingéranee de l'Etat et des patrons; alors qu'eux mêmes depuis longtemps bafouent ces valeurs, qu'eux mêmes sont depuis longtemps soumis au pouvoir et se sont constitués leurs fiefs, sans en rendre compte à personne il est vrai.

Les marxistes font de même, en trouvant là toutefois une occasion de défier ce pouvoir d'Etat qu'ils revendiquent, mais sans remettre en cause quoi que ce soit du fonctionnement actuel de l'université. Ils seront les premiers déserteurs de cette grève quand ce fonctionnement sera menacé dans son rituel et sa fonction essentielle à travers le travail et les examens.

Les étudiants dans leur grande masse ont accumulé jusqu'au ras-le-bol cette expérience stérile et aliénante d'une université disciplinaire. Leurs émotions et intérêts se trouvent depuis longtemps à l'extérieur: de l'université où ils sont par nécessité et non par désir; comme on est en prison. Le travail universitaire est fort semblable au travail carcéral: occupation imposée. Ils purgent leur peine à l'université. Ennui, passivité, absentéisme, c'est ce qui ressort de la moindre observation. Dans cette société de la marchandise, ils doivent passer par là pour obtenir plus tard une position hiérarchique que salaires, loisirs et intériorisation du rôle font préférer à toute autre situation. L'Ecole, les Médias, et les exemples quotidiens ne sauraient leur donner tort. Ils sont ainsi dans la situation des travailleurs qui s'aliènent dans le salariat et l'épargne pour consommer.

Seulement cette aliénation n'est pas sans révolte. A part une poignée d'individus pour qui la grève, c'est le refus d'acquiescer une force de travail qualifiée, la grève est pour les autres la mesure de cet équilibre instable entre refus et acceptation de ce pacte de Satan: se faire chier quatre ans pour un diplôme qui ouvre les portes de la réussite sociale et de l'opulence. N'est-ce point ce qu'ils apprennent en économie: le système épargne-investissement ou l'art de reporter la jouissance des fruits du travail à une date ultérieure. Mourir un peu maintenant pour mieux vivre demain. Mais est-ce vraiment "un peu"? La vie n'est-elle pas prise au piège de cet engrenage dès le début?

En attendant, le rapport des forces sur le problème de la grève, d'un point de vue instantané ou chronologique, ne s'explique pas autrement

pacte, avec toutes les échappatoires vers les compromis avantageux: un diplôme de même "valeur" en se faisant un peu moins chier. Les seules grèves massives ont ainsi pour base une amélioration des conditions de sélection, sans porter atteinte à l'image de marque du diplôme, c'est à dire de l'université et de sa fonction d'intégration. La grève s'arrête quand ceux qui l'entraînent vers une contestation plus générale menacent cette image. A ce risque, les étudiants préfèrent le statut-quo. Ils prennent la trouille.

Face à cette mouvance du terrain, la tactique des états-majors étudiants a toujours été la même.

Elle fait croire qu'on peut gagner sur les deux terrains, ce qui est vrai un moment mais ne saurait durer indéfiniment.

Elle fait de cette contradiction interne à chaque individu une ligne de division entre la droite et la gauche, entre ceux qui sacrifient leur intérêt présent à leur intérêt futur et ceux qui font le choix inverse. Camarades, un peu moins de manichéisme! un peu plus de dialectique! Comment s'étonner ensuite de la désertion de la fac, de la difficulté à mobiliser, et des renversements de majorité dans les votes de la grève.

Elle instaure une relation névrotique de la masse aux leaders, où chacun utilise l'autre: les révolutionnaires utilisent l'immense énergie d'inertie de la masse pour s'autoproclamer avant-garde révolutionnaire responsable; la masse utilise les leaders politiques pour qu'ils donnent une façade de dignité à leur désinvestissement, pour qu'ils lui fournissent la rationalisation de leur désir de grève. Ce serait sortir du consensus pouvoir-opposition que de dire qu'on est en grève pour la grève, par ras-le-bol, par volonté négative de destruction d'une structure oppressive. Une grève sans revendications.

Les syndicats jouent depuis longtemps ce rôle en milieu ouvrier (canalisation et/ou répression des grèves sauvages de la base) comme en milieu universitaire:

"Le ras-le-bol à l'Ecole et l'Université est une forme passive de refus de la division sociale réalisée à l'Ecole et l'Université. C'est à donner un contenu positif et concret à ces refus que nous nous attachons."

(CE du SGEN-CFDT . 30 sept 76)

Tout ceci représente au bout du compte un véritable gâchis d'énergies et de potentialités subversives, conforte l'analyse de certains qui prétendent que tout cela n'est qu'une mise en scène, "une politique des spectres", "une névrose conjugale défantôme", "l'envers critique imaginaire d'un imaginaire" dit Baudrillard. Sans aller jusque là, car il y a des enjeux non imaginaires et des luttes internes de pouvoir dans cette scène là, il y a tout de même le risque d'une stérilisation des luttes qui s'annuleraient dans les lieux clos que sont les amphis de fac. Comme l'expérimentation souterraine des déflorations nucléaires. Ça ne fait pas beaucoup de vagues, le pouvoir est content.

On sait plus ou moins comment cela s'est terminé. Le pouvoir confondu avec un état autoritaire n'a pas daigné répondre. Le véritable pouvoir sous la forme des présidents d'université, des mandarins des présidents de l'ordre et du travail, des défenseurs PC de l'université de l'appareil d'état, a lui considéré qu'il avait suffisamment marqué son attachement à ses propres fiefs par quelques semaines de grèves pour ne pas la poursuivre trop longtemps aux côtés d'individus qui commençaient à parler de destruction de l'université, de grève des examens etc...

"le chantage a failli marcher

Après Alice Saunier Séité ont pris le relais dans l'ordre, la droite, la gauche "responsable" (UNEF SNESUP) puis les leaders du mouvement étudiant ont été entrés à leur tour dans une négociation pour la validation" (tract coordination enseignants à Toulouse 24 mai 76)

Il a marché.

Sous le prétexte de quelques miettes obtenues dans les négociations (comme si le refus d'acquiescer une force de travail se négociait, comme si le refus de l'université disciplinaire se négociait), UNEF, MAS SNES UP, ont appelé à la reprise des cours aux grands cris de: NON au démantèlement de l'université. Préservons cet outil qui un jour sera aux mains des travailleurs (non en vos mains, camarades!)

NON à la dévalorisation des diplômes.

OUI à la reprise du travail dans le sérieux. Soyons responsables. Il faut savoir finir une grève etc...

OUI aux examens sous n'importe quelle forme pourvu qu'elle soit conforme à la norme. Que l'image de notre université ne soit pas ternie à l'extérieur, auprès des travailleurs et de nos électeurs (mais si, mais si, c'est par là que ça commence la liaison étudiants travailleurs, leur expliquer ça se passe chez nous, comment naît chez nous la division du travail et la hiérarchie qui est source de leur oppression.)

OUI à la Normalisation.

Nous nous sommes alors retrouvés une poignée après le vote contre la grève en AG et pendant les 15 jours qui ont précédé ce résultat prévu par le comité de grève, pour dire que la véritable bataille commençait et qu'il n'était pas question que les examens se déroulent selon un simulacre pire que d'habitude. Ce que nous appelons simulacre, c'est ce fatras de formalisme qui entoure le contrôle des connaissances et qui n'est pas là pour rien mais parce qu'il est l'arme ultime et indispensable de l'universitaire.

L'examen est le lieu même où pouvoir et savoir expriment leur lien intime - une intimité sacralisée dont la dénonciation sur la place publique est à la fois viol et sacrilège. L'examen est simulacre non parce qu'il est une forme vide mais au contraire parce que cette forme est pleine de sens.

Suite (hé oui!) 07

## IL ETAIT UNE FOIS... (suite... et fin)

L'examen est simulacre parce qu'il se donne pour ce qu'il n'est pas. Il prétend organiser un schéma sur la base d'un savoir acquis, or il ne sanctionne aucune capacité autre que l'aisance à manier les codes et les tics vieillots d'une culture bourgeoise morte réifiée, aucune acquisition autre que celle des attitudes mentales spécifiques qui ont nom: formalismes justificateurs, formalité, ordre, endurance à l'ennui et l'enfermement, bref docilité.

L'examen est simulacre parce que la sélection existe déjà dans le système productif lui-même, sur des critères qui n'ont que peu de rapport avec le savoir.

L'examen était déjà simulacre les années précédentes. Il l'était encore plus cette année où le contenu du savoir a soi-disant sanctionner n'existait pas. Il fallut l'inventer: cours de rattrapage, mémoires bâclés, deux tests en quinze jours dans chaque discipline, etc... L'attachement au formalisme de l'examen doit avoir des racines profondes puisqu'en juin 76 il ne craignit pas le ridicule.

Nous avons donc lancé le mot d'ordre, à Nanterre, à Toulouse, à Dauphine... de GREVE DE LA SELECTION et de VALIDATION AUTOMATIQUE.

Et là, vraiment, nous avons été seuls. Les regards de terreur et les cris de fureur de la droite, c'était normal. Mais vous enseignants de gauche, qui ne cessez de faire la démonstration théorique de ce que nous disons dans le contenu de vos cours, comment expliquez-vous cet attachement à la forme de vos cours et à la forme des examens? Comment expliquez-vous vos silences embarrassés et votre argumentation à bout de souffle? On en entendit de belles à ce propos: "on n'a pas le rapport de forces" (on l'avait pas avant?), "faut pas détruire notre outil de travail", "comment expliquez-vous vos silences embarrassés et votre argumentation à bout de souffle? On en entendit de belles à ce propos: "on n'a pas le rapport de forces" (on l'avait pas avant?) "faut pas détruire notre outil de travail" et les fils de travailleurs, que feront-ils sans diplômes?" "on ne pourra pas reprendre la mobilisation à la rentrée" (on a vu!) "la masse suit pas. à poil l'ultra gauche!"

Et vous leaders politiquement organisés des masses étudiantes, que signifie cette négociation bâclée (deux tests au lieu de trois...) avec des mandarins qui n'en demandaient pas tant (de bonne volonté), votre disparition de la scène après la reprise des cours? Plus d'AG. plus de lutte. Ça ne vous intéresse plus quand la masse des étudiants que vous dites vous-même réactionnaires ne vous suit plus? Quand il ne s'agit plus de grande Politique mais de celle du quotidien local?

Alors voilà. Les validations automatiques furent invalidées. Vous savez la suite à Dauphine (Arcueil...) à Toulouse ou à Nanterre. La rentrée, on en parle mieux dans le prochain numéro on sait que tous les problèmes évoqués ici vont revenir sur le tapis. Parce que la réforme est bien passée (la sélection à l'entrée, les examens pour 20%, les cours magistraux c'est pour cette fois-ci ou la prochaine). Parce que la docilité, on vous en demande encore un peu plus cette année et le plan Barre qui instaure l'austérité et le chômage n'a même plus de carottes pour vous.

GASTON



## PROPOSITIONS... (suite... et fin)

c'est là le sens du large phénomène "ras l'bol" qui a pu être ressenti. Pour nous communistes libertaires il faut lancer l'offensive contre l'université sur les bases d'un projet de société sans classes et combattre le capitalisme au côté des classes exploitées. - Avec cette partie non négligeable des étudiants il faut lancer le débat visant à condamner l'université au travers du capitalisme:

\* Rôle de caution des élites universitaires dont le crédit scientifique sert à masquer les intérêts du système:

- industrie nucléaire
- informatique
- agriculture
- transports

etc.....

\* Rôle autoritaire:

faire en sorte que les étudiants qui seront sur le marché de l'emploi, soient préparés à leur rôle de cadre: leur apprendre à s'écraser, à tout recevoir, à ne pas discuter, à exécuter avec une précision mécaniste les ordres de la hiérarchie, jusqu'à devenir eux-mêmes une machine à donner des ordres.

\* Participation à l'oppression générale:

- sexisme
- isolation des individus

etc.....

Il faudrait donc cette année faire le plus souvent possible et partout ce qui a été faiblement tenté l'an dernier sur certains facs:

\* débat non spécifiques avec les preuves des liaisons qu'il y a entre le système et l'université.

quotidiens.  
- Le rôle des cadres.  
- L'oppression des minorités.

etc.....

\* Toutes les formes de luttes originales que nous pourrions en tirer.

C'est donc le rôle que pourraient s'assigner tous les camarades qui veulent lutter contre la réalité universitaire d'intervenir pour toucher tous les copains qui en ont ras le bol de l'université, qui ne peuvent plus supporter l'ennui quotidien et qui certainement prendront part à des actions originales (commissions, forums, panneaux, tracts, brochures, expositions, occupations des imprimeries, popularisation dans les quartiers et les bahus et toute autre intervention sortant de l'ordinaire).

QUE S'EST IL PASSE AU PRINTEMPS DERNIER ?

Nous ne tirerons pas ici un bilan général du mouvement; nous nous intéresserons à l'organisation interne du mouvement étudiant et à ses structures.

Les structures données à ce mouvement furent parachutées par la ligue communiste révolutionnaire et le Parti Socialiste Unifié. Dès la coordination nationale de Toibiac (début mars), on a vu les défauts de ces structures: on a des salles bourées par certains syndicats, on ne peut pas parler, les délégués ne sont élus sur rien de précis. Les dirigeants de ces organisations ont tenté d'adapter cet état de fait à leur avantage lors des coordinations nationales suivantes et le cartel LCR-MAS (proche du PSU) y est très bien arrivé puisque leurs motions furent votées d'Amiens à Lyon (deuxième coordination nationale à la Sixième). Mais les bavures sont nettes: les délégués sont mandatés selon leur minorité et voient selon leur appartenance d'organisation en se moquant de leur mandat d'assemblée générale. Pour parler, il faut être un pont de l'organisation, car eux seuls semblent avoir droit au micro. La "commission des litiges" fait rentrer les délégués qu'elle veut (bien que cela fut moins vrai à Lyon). Les motions des facs présentes ne sont pas toutes ronéotées et distribuées aux délégués et le choix de celles qui sont distribuées n'est pas effectué par des militants au dessus de tout soupçon! (sauf à Lyon; là aussi). Bref, sur le plan de l'organisation interne du mouvement, le bilan est négatif, sauf pour certaines facs où les inorganisés étaient majoritaires et dans lesquelles les vrais problèmes ont été sinon abordés, du moins effleurés.

Sur le déroulement des coordinations nationales proprement dites, il y a énormément à redire. On s'est aperçu que la démocratie était un leurre lors des coordinations nationales de 1976. Alors qu'une véritable coordination aurait dû être le rassemblement des informations sur toutes les facs et des expériences ou actions originales et réellement révolutionnaires, et de retransmettre le tout dans les facs (par l'intermédiaire d'un journal édité par la coordination et largement diffusé), alors que cela aurait dû être un lieu de réflexion sur la façon de contrer la répression, d'engager des actions de solidarité avec les autres facs au côté des facs: les plus visées par la répression, alors que nous aurions pu engager réellement notre champ d'action hors des facs au côté des classes exploitées dans les quartiers et les campagnes; il s'est trouvé quelques politicards d'organisation pour faire du plagiat de parlementarisme et s'embrouiller dans des motifs qui n'avaient ni queue ni tête.



Comment reprendre?

Même si la reprise à la rentrée dépend finalement de ce que proposeront les leaders, il faudra s'attacher à ce que ces problèmes se règlent fac par fac en assemblée générale comme on a déjà commencé à y penser dans certaines facs avant la fin de l'année: les étudiants préparent des contre-cours et des commissions largement ouvertes sur des problèmes politiques et idéologiques. Il s'agit de juxtaposer une animation culturelle et une autre politique. Les formes de luttes en 1976 ont largement prouvé leur inefficacité, et ont été largement récupérées par les médias contre le mouvement ou encore pire, ont été utilisées par les organisations opportunistes et staliniennes pour justifier leur hystérie contre les "inorganisés", les "anars", les "loubards" et autres incontrôlés!

POUR UNE DEMOCRATIE DIRECTE

Cette année comme l'an dernier, dès sa reprise le mouvement étudiant et enseignant se heurte au problème de son articulation avec une coordination nationale, bien qu'actuellement de nombreuses universités soient tenues par les léninistes et les socio-démocrates, pour ce qui concerne les gens qui sont parties prenantes d'un mouvement de lutte contre les réformes et contre l'université. C'est sur cette articulation que nous pourrions intervenir en tentant de faire respecter un minimum de démocratie. Ainsi il peut être intéressant de voir de quelle façon on peut relancer l'agitation dans l'université. Il s'agirait pour nous:

- d'échanger nos expériences en 1976...

base ressemblent plus à des référendums plébiscitaires le ou les leaders locaux sur leur aptitude à bien parler, à être sympas, à diriger, qu'à un vote sur des mandats précis).

- d'exiger un respect de la démocratie directe dans les sens suivants: \*exiger la proportionnelle dans toutes les facs \*veiller à ce que les mandats respectent leurs mandats en donnant un maximum de publicité aux motions, en les distribuant aux coordinations nationales, dans les facs d'origine et dans les autres. \*faire des coordinations nationales un véritable outil de coordination et non pas une singerie parlementariste donc, amorcer un véritable débat sur les différentes tendances et donner l'état du mouvement avec toutes les positions

\*faire un bilan montrant les rapports de force et les différentes formes de lutte \*rotation des délégués (un délégué ne peut être élu qu'une seule fois).

- instaurer la pratique d'assemblées générales inter-facs par régions pour casser un isolement générateur de pessimisme ou d'euphorie souvent exagérée et en multipliant également les lieux de rencontre hors des coordinations;

- combattre, voir exclure les tendances négociatrices des coordinations;

- élargir le débat dans les facs et dans les lycées sur le rôle de l'Université par rapport au système capitaliste en donnant un contenu politique aux luttes (sélection, autoritarisme, scientification)

- étudier les rapports entre les mouvements de contestation dans l'école (au sens large) et un projet de société sans classe.

Groupe Communiste Libertaire Dauphine-Langues '8

## Le mouvement étudiant, (suite.) EN QUESTION

d'cooptation, de leurs rivalités mesquines (la fameuse "autonomie" des Universités), tout cela couvert du manteau de la "Recherche" et de la "Science"; ils n'ont dans l'ensemble qu'une hâte: que tout rentre dans l'ordre, si possible après quelques concessions avantageuses de la part du pouvoir, obtenues au terme de "négociations" qui réaffirmeraient leur propre importance devenue par trop incertaine; et qu'ils puissent enfin officier dans leur principale fonction: faire passer des examens, délivrer des diplômes dont nul ne sait plus au juste ce qu'ils certifient. Après quoi les vacances. Ou la thèse.

3. Quand aux travailleurs, même si une infime fraction d'entre eux parvient à s'inscrire à l'Université, ils sont par rapport aux étudiants dans un autre monde, et le mouvement étudiant, dans son état actuel, n'a rien à leur apporter - qu'une sympathie toute verbale, et suspectée. Ces deux mondes se cotoient sans même se voir; pendant que les étudiants tiennent AG sur AG, font la grève, "occupent", dans les mêmes bâtiments l'administration tourne, les secrétaires tapent, et le soir venu, les "frères immigrés" ramassent déchets et mégots dans les salles et les amphis. Face à cela, que peut bien signifier la venue dans les AG de quelques ouvriers en grève dans une entreprise voisine, qui disent trois mots, se font ovationner et puis s'en vont? Les groupes gauchistes, qui président à tout cela, n'ont fait par là que mettre en scène la liaison - leur liaison - avec les travailleurs, exactement de la même façon que les organisateurs onsréformistes qui représentent cette liaison dans la relation entre des appareils syndicaux.

C'est la même mystification qui domine la prétendue "popularisation", présentée partout comme vitale pour le mouvement étudiant, et qui relève des comportements politiques les plus éculés et les plus vains, élaborés dans la dépendance la plus totale à une "opinion publique" entièrement fabriquée. Ou encore les manifestations de rue, sans objet; sans résultat, forme le plus empruntée, la plus étrangère, forme massive et vide, que le mouvement dans son développement a précisément laissé tomber. On l'y voyait bien, cette séparation réelle entre les étudiants et les autres, les travailleurs, la population, tout ce qu'on veut, on la voyait dans le soin que mettent les organisations d'étudiants sérieux et "responsables" à se distinguer des "inorganisés", casseurs de vitrines et autres incontrôlés: en fait, des travailleurs, des sans-travail ou anti-travail, loubards, apprentis, bref, tout un monde que les étudiants sérieux et leurs leaders ne veulent ni connaître, ni rencontrer, et qu'ils dénoncent dans tous les sens du terme, comme "provocateurs", infiltrés par la police (dans la plus belle tradition stalinienne). Et pourquoi, s'ils le sont, le seraient-ils davantage que n'importe laquelle de ces organisations de gauche ou gauchiste, ayant pignon sur rue - et qui sont quant à elles "infiltrées" non seulement par la police mais aussi par le goût du pouvoir, des privilèges, par l'arrivisme, le respect de la hiérarchie, par la mentalité et les pratiques policières! Témoin: leurs merveilleux services d'ordre maintenant bien au point.

La liaison des étudiants et des travailleurs dépend des travailleurs, non des étudiants; tant que les travailleurs ne sont pas engagés dans une lutte en masse qui secoue toute la société (et qui ébranle en particulier leurs prétendues "organisations représentatives") cette liaison ne peut être qu'une parole creuse, ou pire, un mot d'ordre manipulateur.

G.O

Ce texte est extrait DE "NANTERRE LA NOIRE", UN "CONFRÈRE" DE BANLIEUE

# TOULOUSE

LES ETUDIANTS DU MIRAIL ONT FAIT 6 MOIS DE GREVE L'ANNEE DERNIERE. ILS S'OPPOSAIENT AU PROJET DE REFORME DU SECOND CYCLE.

LORS DES EXAMENS DE JUIN, LE RECTEUR, SUR INSTRUCTION DE MME LA SECRETAIRE D'ETAT AUX UNIVERSITES, SOUMETTIT CHAQUE ENSEIGNANT A UN INTERROGATOIRE POLICIER SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'EXAMEN DE L'ANNEE PASSEE.

Voici quelques extraits de ce questionnaire:

- Modalités du choix des sujets:  
Comment les sujets ont-ils été choisis? (nom des auteurs des sujets, commission de choix, sa composition)  
Les sujets, les épreuves étaient-ils spécifiques à cette unité de valeur ou communs à deux ou plusieurs unités de valeur. Dans ce dernier cas énumérer les unités regroupées.
- En quel lieu l'examen s'est-il déroulé?
- Des documents étaient-ils autorisés à la session de 1975? Lesquels?
- Des documents étaient-ils autorisés à la session de 1976? Lesquels?
- Un travail de groupe ou collectif a-t-il été autorisé durant ou préalablement à l'examen? Dans quelles conditions? Dans quel but? Préciser ce point si nécessaire, en détail dans une pièce annexée n°5 par référence à la procédure utilisée en 1975
- L'examen s'est-il déroulé sans incidents? Dans le cas contraire, préciser les faits dans un rapport annexé.
- Des épreuves de contrôle continu ont-elles été prises en compte au niveau de l'examen?  
si oui : % du total exigé à l'examen en 1975  
nombre d'épreuves du contrôle continu en 1975.  
% du total prévu pour 1976  
nombre d'épreuves prévues pour 1976  
% du total effectivement retenu en 76  
nombre d'épreuves effectivement suivies par les étudiants en 76  
si non : une dérogation a-t-elle été retenue?
- Programme ou auteurs retenus en 1975, prévus pour 76, et effectivement retenus pour l'examen 76.
- Une différence importante de volume devra, elle aussi faire l'objet d'une justification, et il conviendra de démontrer qu'aucune baisse de qualité de l'unité de valeur, dont la validation est demandée ne peut en découler.

CONSIDERANT LA PROCEDURE COMME ILLEGALE ET FLICARDE, UNE DIZAINE D'ENSEIGNANTS REFUSAIENT DE SIGNER LES PROCES VERBAUX DE CES INTERROGATOIRES. LEURS EXAMENS ETAIENT ALORS "MIS EN SUSPENS", C'EST A DIRE NI VALABLE NI ANNULES (700 ETUDIANTS CONCERNES).

ENTRE TEMPS CINQ ETUDIANTS INCULPES A LA SUITE DES MANIFESTATIONS ETAIENT CONDANNES A DES PEINES DE PRISON AVEC SURSIS.

DANS UNE LETTRE DU 2 AOUT, 4 DES ENSEIGNANTS ADRESERENT AU RECTEUR LES MOTIFS DE CE REFUS :

"... Cette exigence nous est apparue en effet à la fois exorbitante, insidieuse et imposée à contre temps.

A contre temps: le 13 Mai, le Président de l'université vous a adressé les modalités de contrôle des connaissances votées par le Conseil; vous aviez ainsi la possibilité de faire connaître officiellement bien avant le début de la session d'examen (le 8 juin) votre avis sur ces modalités ainsi que la procédure que vous alliez suivre pour accorder ou non la validation nationale des diplômes. Au lieu de cela, vous avez attendu la veille de l'ouverture de la session pour faire connaître, par voie de presse, votre intention d'adresser un questionnaire à chacun des enseignants de l'université, sans dire si vous considériez comme acceptables les modalités arrêtées par le conseil de l'université. Les enseignants eux-mêmes n'ont reçu votre questionnaire qu'une bonne semaine plus tard. C'est seulement alors - c'est à dire bien après le début des épreuves - qu'ils ont pu apprécier l'étendue et le caractère vétilleux de l'enquête à laquelle vous sembliez soumettre la validation des UV cette année.

Certes, on pouvait deviner certains de vos critères dont les deux principaux semblent être d'une part la similitude des procédures et des résultats des sessions de 75 et de 76 et, d'autre part, la durée des enseignements, c'est à dire pour être clairs, la longueur de la grève dans les diverses U.E.R. et U.V. Que ces critères n'aient pas été explicités ne vous étonne pas. Quant au premier, il repose sur un double postulat irrecevable: rien n'oblige en effet une Université à suivre exactement les mêmes procédures, 2 années consécutives (il suffit que celles adoptées chaque année soient conformes aux textes); d'autre part, la comparaison des résultats ne saurait avoir de sens quand changent étudiants, enseignants et programmes. Quant au second, les questions dans lesquelles il se dissimule révèlent plus qu'aucune autre le caractère insidieux de l'enquête: en effet, elles ne peuvent pas s'appliquer à la grève des enseignants dont il est de notoriété publique (et le Secrétariat d'Etat a su s'en féliciter en son temps) qu'elle a été de courte durée, trop brève en tout cas pour qu'elle ait pu avoir un impact sur la validation des UV.

répression en dénonçant les étudiants grévistes, soit de camoufler, dans "l'intérêt des étudiants", la grève de ce printemps après de l'opinion publique, (et par là même d'effacer de la mémoire collective la lutte contre l'arrêt du second cycle). Aux questions indirectes sur la grève, nous ne pourrions fournir que cette réponse, non prévue dans la notice descriptive: si la validation dépend de la durée du service des enseignants, et si celui-ci est indépendant de la présence d'un quorum d'étudiants, alors on ne saurait invalider aucune U.V. pour durée insuffisante des enseignements. Si elle dépend de l'assiduité des étudiants, c'est à eux qu'il aurait fallu poser la question. Nous pouvons simplement nous "étonner" que le critère de l'assiduité l'emporte sur la considération du niveau atteint que les jurys seuls peuvent apprécier.

Ainsi sous couvert de désarmer la suspicion de "l'opinion publique" à l'égard des enseignants, non seulement vous vous en faites l'instrument, mais vous la généralisez à l'ensemble des personnels. Nous n'avons pas voulu être les libres artisans de ce régime de haute surveillance. Nous n'avons pas voulu croire que l'on puisse tirer argument de notre refus d'enseignants pour sanctionner des étudiants et faire ainsi de la docile collaboration des enseignants à une requête la condition de la validité des diplômes.

Toulouse le 2/8/76.  
Pour D. Clavié, H. Cretella, E. Escoubas, M. Lévy.

M. Lévy

LE 24 SEPTEMBRE L'INCERTITUDE CONCERNANT LA VALEUR RECONNUE DES 9 U.V. EN QUESTION ETAIT TOUJOURS MAINTENUE. MADAME LEVY, DIRECTRICE DE L'U.E.R. D'ETUDES PHILOSOPHIQUES ET POLITIQUES, UNE DES ENSEIGNANTES VISEES ADRESSAIT UNE NOUVELLE LETTRE AU RECTEUR, QUI DISAIT ENTRE AUTRE :

Si vous pensez avoir des raisons de suspecter la régularité de la première session, il vous appartient de faire la preuve de son irrégularité; il n'appartient aux enseignants de faire la preuve qu'ils ont fait leur travail. Si vous êtes dans l'impossibilité de fonder votre suspicion, celle-ci ne peut légitimer aucune sanction d'aucune sorte. Or, en refusant de vous prononcer vous mettez les étudiants dans une situation où ils sont sanctionnés de fait - qui plus est, pour le refus d'enseignants de se plier à une procédure pour le moins inhabituelle et qui n'est, à ma connaissance, prévue par aucun texte définissant leur services.

CE N'EST QUE LE 25 OCTOBRE, QUE LE RECTEUR REPONDRASOUS FORME D'UNE MISE EN DEMEURE :

Madame le Secrétaire d'Etat aux Universités me prie de vous communiquer le texte suivant:

Vous avez fait partie, en juin dernier, du jury d'examen de l'unité de valeur PH 1010.PH 2010.PH 2040

Ace titre et en exécution de la charge qui m'a été attribuée d'apposer, sur les diplômes nationaux, au nom du ministre, le visa qui attestait de leur délivrance dans des conditions conformes à la réglementation, je vous ai adressé, comme à tous les Présidents et membres du jury, un questionnaire portant sur les conditions dans lesquelles s'était déroulé le contrôle des aptitudes et connaissances pour les étudiants inscrits dans cette unité de valeur.

Monsieur le Président de l'Université de TOULOUSE II m'a fait savoir que vous refusiez de me fournir les renseignements demandés, ce qui m'a empêché à ce jour de prendre une décision sur la prise en compte de cette unité de valeur. Cette situation, qui compromet les intérêts des étudiants concernés, ne peut plus être tolérée.

En conséquence, et conformément aux instructions de Madame le Secrétaire d'Etat aux Universités, j'ai l'honneur de vous mettre en demeure de me retourner dûment rempli le questionnaire, que je vous ai adressé, avant le 26 octobre au soir.

La transmission de ces informations, indispensables au bon fonctionnement du service public universitaire, fait partie de ce fait de vos obligations de service. Faute par vous de vous acquiescer de cette obligation dans le délai fixé, j'aurai le regret, en exécution des instructions permanentes de M. le Premier Ministre applicables à l'ensemble de la fonction publique, de faire procéder à la suspension de votre traitement à compter du 27 octobre 1976...

LE 26, LA RIPOSTE NE SE FAISAIT PAS ATTENDRE :

Toulouse, le 26 oct. 76

à Madame la Secrétaire d'Etat aux Universités

Rien dans le telex dont fait état M. le recteur Chalin dans la mise en demeure qu'ils nous a adressé le 25 Octobre 76, ne nous convainc de satisfaire maintenant à l'interrogatoire que nous avons maintes fois refusé. Tout, au contraire, nous confirme qu'en ne nous y soumettant pas, nous avons obéi à une nécessité qui ne s'impose aujourd'hui que davantage face à votre dernier chantage. Veuillez en suivre la démonstration:

1) "L'ultimatum" que vous nous lancez de nous soumettre ou de subir de votre part une "grève" du salaire, prévue par aucun texte (voir ci-dessous), ne respecte même pas les délais de réponse. Cela marque et votre volonté impérieuse de briser les volontés, et l'incapacité de convaincre qui "animement" toutes vos initiatives et jusqu'à votre manque de répartie dans cette affaire.

2) Ne pouvant arguer ni de la loi d'orientation qui s'oppose sans équivoque à la procédure inquisitoriale du recteur Chalin (comme il l'a démontré lui-même par le faux contenu dans sa lettre du 29 - IX - 76 au Président Carassus), ni d'aucun texte précis concernant les obligations des personnels enseignants, vous vous autorisez des "Instructions perma-

une retenue de traitement tout aussi illégitime que la suspension des U.V. qui l'a précédée. La sanction dont vous nous menacez ne pourrait (veuillez noter le caractère officiel au passage) s'appliquer que pour fait de grève, en l'occurrence pour fait de grève administrative. Or, nous avons fait passer les examens, remis les P.V. et tous les renseignements nécessaires à leur validation en temps utile. On ne peut donc retenir contre nous cette "accusation" de grève administrative. Ce qui signifie que votre chantage n'a pas plus de fondement que la procédure rectorale. Il ne démontre, au-delà de votre désarroi, qu'une chose: que la grève administrative (que vous voudriez bien confondre avec une faute de service, confusion vous permettant de sanctionner en tout secret, tout arbitraire) est une arme autrement redoutée que la grève des enseignements. Ce qui nous confirme dans l'opinion que, pour le pouvoir, l'enseignement n'est que prétexte à sélection et soumission.

3) Notre persévérance à ne pas tolérer l'intolérable de votre part a une portée dépassant largement l'Université de Toulouse-le-Mirail. Au-delà même de l'Université dans son ensemble, elle concerne l'attitude du citoyen face à l'Etat. Elle marque la nécessaire résistance à son emprise totalitaire. Et c'est là l'insupportable pour vous.

Insupportable en effet d'être contrainte à vous justifier, c'est à dire à faire la preuve réitérée de votre arbitraire, insupportable de sortir du secret bureaucratique et d'avoir à affronter le jugement public, insupportable de voir que tous vos accès d'autorité ne font que renforcer la résistance et peut-être l'étendre (serait-ce à terme).

Ce n'est pas au moment où vous vous privez du seul mauvais argument qui eût pu nous affecter, à savoir que nous nous battons avec les seules poitrines des étudiants sans rien risquer nous-mêmes, que nous renoncions à notre lutte. Au contraire.

Nous nous sommes efforcées, cette fois encore, mais plus brièvement que dans nos précédentes lettres au recteur (auxquelles nous vous renvoyons) à vous répondre "sérieusement". Mais nous sommes de plus en plus convaincus que la dérision s'impose face à votre attitude. Nous vous laissons le temps de vous y préparer par la lecture d'Alfred Jarry.

Mme André, Mme Clavié, M. Cretella, Mlle Escoubas, Mme Hébraud, Mme Lévy.  
Enseignants à l'U.E.R. d'Etudes Philosophiques et Politiques.

\*\*\*\*\*

Le 24 Mai 76, une coordination nationale enseignante, réunie justement au Mirail, adoptait un texte dont voici de larges extraits:

Il est temps de dire qu'en tout état de cause, dans la majorité des Universités, les examens 76 seront une mascarade; que cette année, non seulement ils ne recouvrent aucune réalité d'apprentissage ou d'assimilation de savoir, mais que les fonctions de garderie ou de maison de la culture n'ont même pas été remplies.

Ce qui sera donc validé cette année, c'est 8 à 13 semaines de grève et d'insoumission à l'ordre universitaire; validité sans critère, puisqu'on ne pourra arguer ni d'un niveau de formation ni d'une bonne assiduité.

Dans ces conditions, la validation automatique n'est plus une mesure "démagogique": elle est la seule solution que nous pratiquerons délibérément, mais que pratiqueront aussi sans oser le dire ceux qui se soumettent alternativement aux diktats des recteurs ou aux invites du mouvement étudiant, mais savent la fiction de leur pouvoir en maintenant une illusoire légalité....

En conséquence de quoi, nous disons que ce ne sont pas deux ou trois universités qui sont hors-la-loi, mais trente ou quarante: nous sommes en état de prouver qu'un nombre élevé d'U.E.R., voire d'Universités n'ont pas rempli cette année les conditions légales, au sens du Ministère, de délivrance des diplômes nationaux:

- nombre d'heures tout à fait inférieures à la norme
- contenu non conforme au programme des habilitations
- contrôle des connaissances dénaturé.

Il ne saurait donc y avoir d'invalidation pour l'exemple, ni de tentative réussie d'accréditer la fiction d'un travail sérieux dans les autres universités. A moins qu'il ne s'agisse d'affirmer l'absolu du pouvoir (article 18) et de mettre en place dès maintenant l'obéissance des Universités bien au-delà de ce que prévoit la réforme du second cycle. En se soumettant sans mot dire au contrôle tâtonnant des recteurs, en cédant d'avance à tous les chantages (à la non-validation, à l'amputation des traitements, à la suppression d'enseignements, au démantèlement de telle ou telle Université), les gestionnaires ont déjà choisi d'assurer leur tranquillité de prof au prix de leur soumission sans condition, d'accord ou non avec les autorités de tutelle pour camoufler la grève, sa durée, sa durée.

En cas d'invalidation sélective d'une ou deux UER ou Universités, nous appelons tous les enseignants à rendre publiques les conditions réelles qui ont permis à certains de tirer leur épingle du jeu.

Comme prévu, le pouvoir tente donc d'invalider et de sanctionner pour l'exemple, pas en fonction de critères légaux ou scientifiques, mais bien politiques. La solidarité jouera. Pas une Université française n'a eu le nombre d'heures d'enseignement prévus par la loi d'orientation. Le truquage est organisé par le Ministre et les recteurs; des irrégularités, il y en a eu partout. A Dauphine, à Amiens, à Nanterre, à Jussieu, à Nantes, à Grenoble etc... Tous en ont commis. La liste est en train de se constituer. Nous n'accepterons pas que des sanctions soient prises contre les uns et pas contre les autres! Nos ennemis